

CD 08

Fonction publique : mobilisation unitaire sur l'ensemble du territoire le 5 décembre 2024

#Action



Les syndicats des 3 versants de la Fonction publique (territoriale, hospitalière et de l'État) appellent à une journée d'action, de manifestations et de grève sur l'ensemble du territoire le 5 décembre 2024.

Reçues par Guillaume Kasbarian, ministre de la Fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique le jeudi 7 novembre dernier, les organisations syndicales représentatives de la fonction publique n'ont pu que constater l'acharnement de ce ministre à liquider les services publics accompagné d'une attaque sans précédent contre les agents publics.

La CGT, avec la FSU, l'UNSA et la CFTC se mobilisent ensemble pour que le gouvernement renonce :

- aux 3 jours de carence dans la fonction publique,
- à la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie,
- au non-versement de la Gipa

Et appellent les agent.es de la fonction publique, fonctionnaires et contractuel.les, à agir pour :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques,
- des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels,
- l'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes et des mesures salariales générales,
- la refonte des grilles indiciaires,
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- l'abandon des orientations du projet de loi dit "Guerini".

La nouvelle provocation des sénateurs qui proposent d'instaurer dans le budget 2025 de la Sécurité sociale une nouvelle journée de "contribution de solidarité" destinée à financer les dépenses croissantes liées aux personnes âgées dépendantes, prendra la forme de 7 heures supplémentaires de travail non rémunérées dans l'année. Ce n'est pas acceptable, la question du temps de travail étant de nouveau remise sur le tapis !

Le gouvernement qui a attaqué le temps de travail, gèle le point d'indice mais va injecter 413 milliards d'euros dans la Loi de programmation militaire pour les 7 années à venir imposant 20 milliards d'euros d'économie sur le dos – entre autres – des fonctionnaires.

Le 5 décembre 2024 envoyons un signal clair à ce gouvernement. C'est dans la rue mobilisé.es, que nous gagnerons le recul de cette politique antifonctionnaires, anti-services publics !

Rendez-vous à 12h devant la Préfecture des Ardennes